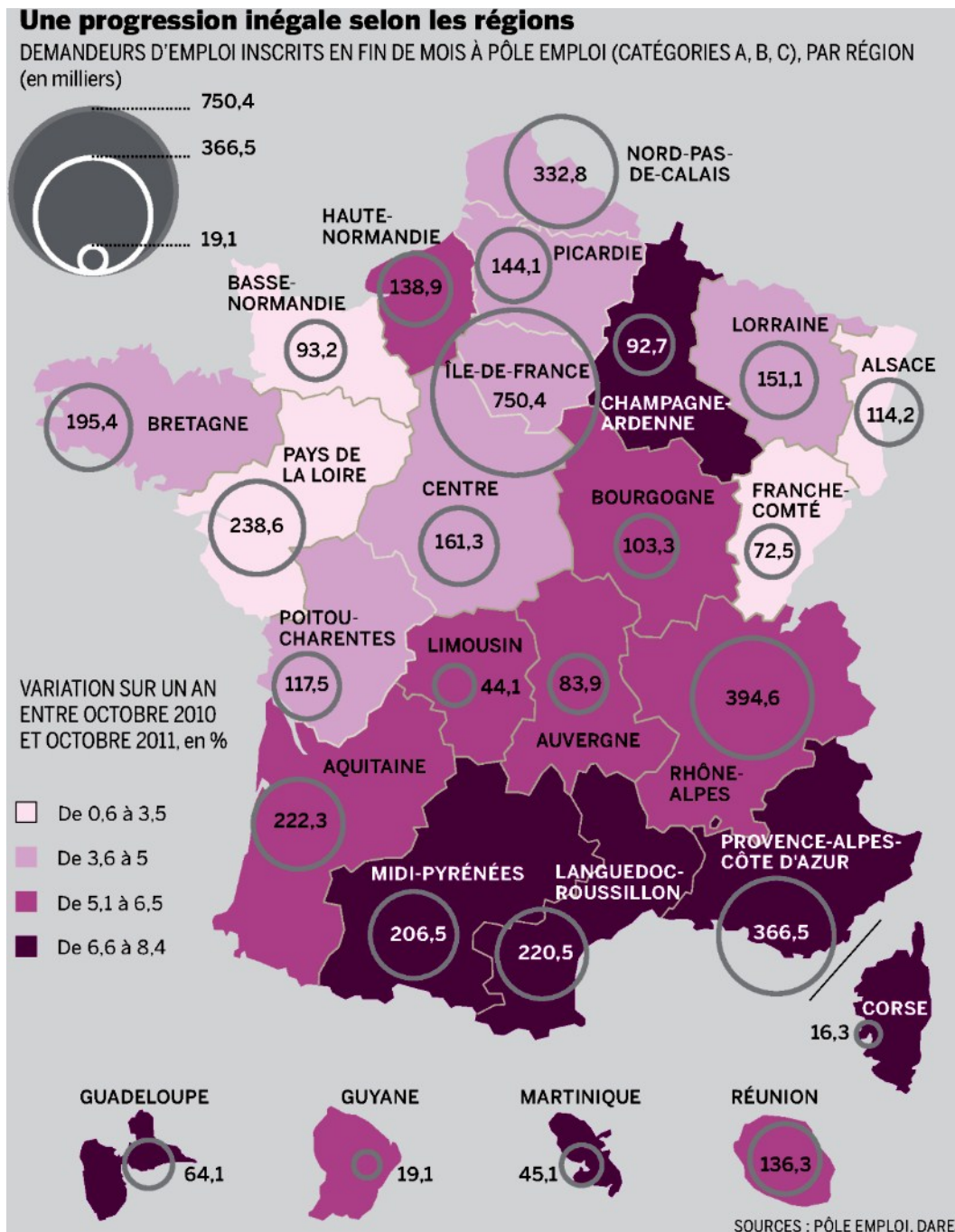


La mutation du marché du travail, un défi politique

Le chômage touche beaucoup les précaires, pour lesquels les mesures pour l'emploi sont peu adaptées



En un an, le chômage de longue durée est en forte hausse : + 21,5 % pour les 407 600 chômeurs depuis trois ans ou plus

Les premières victimes de la nouvelle dégradation du marché de l'emploi, annoncée lundi 28 novembre, sont les travailleurs précaires. Des employés

dont certains avaient retrouvé un contrat à durée déterminée (CDD) ou une mission d'intérim à la faveur d'une embellie de courte durée. En octobre, les fins de CDD, en forte augmentation, ont représenté 26,6% des entrées à Pôle emploi, les fins de mission d'intérim 6,3% et les « autres cas » (dont les ruptures conventionnelles) 39,9%. Les licenciements économiques et les « autres licenciements » ne constituaient respectivement que 2,6% et 8,4% des motifs d'inscription au chômage.

Conséquence de cette transformation du marché du travail, les outils traditionnels de la politique de l'emploi (comme les mesures figurant dans les plans de sauvegarde de l'emploi, les contrats de transition professionnelle pour les licenciés économiques, etc.), deviennent en partie inopérants.

Ces outils sont adaptés aux salariés en place – ceux qu'on appelle les « insiders » – et aux grandes entreprises. Ils n'ont pas été spécifiquement conçus pour les personnels des PME et des TPE, ni pour les

La mutazione del mercato del lavoro, una sfida politica (ca)



précaires et les secteurs d'activité (services à la personne, secteurs associatifs...) moins bien protégés collectivement que l'industrie ou le BTP, qui connaissent à leur tour des difficultés.

Pour la fin du quinquennat, le chômage pose un défi au gouvernement et à son ministre du travail, Xavier Bertrand : il a augmenté de 1,2% en octobre, soit 34 400 chômeurs de plus dans la catégorie A, qui sert de baromètre officiel. Le nombre des sans-emploi s'établit ainsi à 2 814 900 en France métropolitaine. C'est le plus mauvais chiffre depuis décembre 1999. En y ajoutant les personnes en activité réduite (catégories B et C), le nombre des demandeurs d'emploi a atteint 4 193 000 (et même 4 459 400 avec les Dom).

De plus, les mois prochains s'annoncent rudes avec un nouveau risque de récession. Dans ses prévisions semestrielles d'automne, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit pour la France une contraction de l'activité au cœur de l'hiver, ainsi qu'une croissance très faible sur l'ensemble de 2012 : +0,3%, loin des 1% des prévisions gouvernementales.

Le taux de chômage monterait, selon l'institution internationale, à 10,4% à la fin 2012. « *Tant que la situation économique ne s'améliorera pas, je ne vois pas comment les chiffres de l'emploi pourront réellement s'améliorer* », a reconnu M. Bertrand. Le ministre a admis, pour la première fois, que le taux de chômage ne repassera pas sous la barre des 9% avant la fin du quinquennat.

L'augmentation du chômage concerne toutes les classes d'âge, mais elle est particulièrement marquée chez les seniors (+13,8% sur un an chez les hommes, +17,6% chez les femmes). Le chômage de très longue durée (deux ans et plus) est en forte hausse : +16,9% sur un an pour les 367 500 personnes ayant entre deux et moins de trois ans d'ancienneté au chômage, et +21,5% pour les 407 600 chômeurs depuis trois ans ou plus. Or, ce sont ces personnes qui, en perdant leur indemnisation à l'assurance-chômage, basculent dans les minima sociaux et la grande pauvreté. Et ce sont elles aussi qui sont les plus difficiles à ramener vers l'emploi.

La timide reprise de 2010 et des premiers mois de 2011 n'a pas été suffisante pour que le pays retrou-

ve ses niveaux d'emploi d'avant la crise (il en manque encore 225 000 postes). La récession, même légère, qui s'annonce, va donc frapper des territoires et une société qui ne se sont pas remis du choc précédent. L'OCDE l'a souligné lundi : « *Le nouvel épisode de faiblesse de l'économie française survient alors que le marché du travail porte encore les stigmates de la récession de 2009 : le chômage de longue durée et la proportion de seniors au chômage ont continué d'augmenter rapidement. Le risque d'une augmentation du chômage structurel est donc fort.* » Faut-il pour autant faire son deuil d'une amélioration de l'emploi en période de croissance faible ? Sûrement pas, assurent en chœur les syndicats, qui demandent au gouvernement de réagir et de mettre fin à la détaxation des heures supplémentaires. Cette disposition de la loi sur le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat (TEPA) de 2007 est, en bas de cycle, contre-productive pour l'emploi, selon les économistes, et est fustigée par la gauche. Elle coûte 4,5 milliards d'euros à l'Etat, alors que les crédits de l'emploi vont baisser de 12% en 2012.

Au-delà du développement de l'alternance, difficile à promouvoir en phase récessive, de la mobilisation des préfets sur l'emploi et de l'augmentation conjoncturelle du nombre des contrats aidés, le ministre du travail assure qu'il veut s'occuper de la question de la sous-traitance. Et avance l'idée de faire bénéficier les intérimaires d'un contrat de travail à durée indéterminée (CDI).

A cinq mois de la présidentielle, l'opposition veut mener le débat sur le chômage et attaque Nicolas Sarkozy sur son bilan. « *Réduction aveugle des dépenses publiques, subventions absurdes aux heures supplémentaires qui jouent contre l'embauche (...): le gouvernement est en train de fabriquer une nouvelle récession par une politique absurde* », a estimé la première secrétaire du PS, Martine Aubry.

Il ne faut pas « travailler plus », mais « travailler davantage plus nombreux », a plaidé sur BFM-TV-RMC, François Hollande, le candidat du PS à l'Elysée, tandis que Cécile Duflot (Europe Ecologie-Les Verts) proposait d'entamer « une véritable transition écologique de l'économie » plutôt que de « *perfu-*

ser des industries entières ». ■
CLAIRE GUÉLAUD

